



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 12 février 2010

Monsieur le Président,

Je me réfère à la lettre du 6 août 2009 que j'ai adressée au Conseil de sécurité, où je recommandais le renouvellement du mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), et notais que trois ans après l'adoption de la résolution 1701 (2006), le moment était venu de dresser le bilan de la capacité opérationnelle de la FINUL et de procéder à un examen plus complet, qui comprendrait une évaluation globale du Groupe d'intervention navale de la Force. Le Conseil, dans sa résolution 1884 (2009) du 27 août 2009, a renouvelé le mandat de la FINUL pour une durée d'un an, a noté que l'examen serait effectué «au cours des mois à venir» et a noté avec satisfaction «qu'il recevra[it] dès que possible les conclusions de l'examen».

Comme je l'avais proposé, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) et la FINUL ont entamé une évaluation de l'efficacité opérationnelle de la Force, y compris sa structure, ses avoirs et ses besoins, à terre et en mer. L'examen technique conjoint du DOMP et de la FINUL est désormais achevé. C'est une réflexion prospective qui vise à garantir que la configuration des avoirs et des ressources de la mission soit telle qu'elle lui permette de s'acquitter du mieux qu'il soit des tâches pour lesquelles elle est mandatée. Ce n'est pas un examen du mandat de la FINUL, de ses effectifs autorisés ou de ses règles d'engagement.

L'examen est à voir aussi à la lumière de la déclaration du Président du Conseil du 5 août 2009 (S/PRST/2009/24), dans laquelle le Conseil insistait sur la nécessité d'évaluer régulièrement les effectifs, le mandat et la composition des opérations de maintien de la paix afin d'y apporter, le cas échéant, les ajustements voulus, en fonction des progrès obtenus ou de l'évolution de la situation sur le terrain.

Son Excellence
Monsieur Gérard Araud
Président du Conseil de sécurité
New York

Sir 12102
I have corrected
the French
language + checked
w/ GCS as eth.
Thank you, JA

President SC (UNIFIL)
Drafter: DPKO
Proofread by: AM/MZJA
Approved by:

Date: 12 February 2010

En septembre 2009, le DOMP et la FINUL ont entamé un processus d'examen en deux phases. La FINUL a procédé à une analyse de la situation actuelle dans sa zone d'opérations compte tenu des tâches pour lesquelles elle est mandatée et de l'expérience qu'elle a accumulée depuis l'adoption de la résolution 1701 (2006). Elle a ensuite déterminé quels étaient les ajustements d'avenir qu'il serait judicieux d'apporter à la structure de la FINUL pour en adapter la capacité opérationnelle à l'évolution de l'environnement opérationnel depuis la fin de 2006. Au milieu de novembre 2009, la FINUL a présenté au DOMP ses premières constatations et recommandations préliminaires.

Parallèlement, le DOMP a tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies des réunions avec les pays fournissant des contingents à la FINUL (et à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve) et a tenu informés les membres du Conseil de sécurité, au niveau des experts (politiques et militaires), des progrès de l'examen et des premières constatations de la FINUL. Les Gouvernements israélien et libanais ont été tenus au courant du processus d'examen. A Beyrouth, la FINUL a également tenu des réunions préliminaires avec les pays fournissant des contingents, et avec les Ambassadeurs des membres permanents du Conseil de sécurité. Des réunions séparées ont aussi été organisées avec, d'une part, les Forces armées libanaises et de l'autre, les Forces de défense israéliennes.

Au cours de la deuxième phase de l'examen, une mission du Siège de l'Organisation des Nations Unies s'est rendue à la FINUL du 6 au 12 décembre 2009, le but étant d'évaluer conjointement avec la Force les premières constatations issues de l'examen par la FINUL. Les conclusions de l'examen ont été achevées en janvier 2010 conjointement entre le Siège de l'Organisation et le Chef de la mission de la FINUL et commandant de la Force, le Général de ~~division~~ Alberto Asarta Cuevas.

Les pays fournissant des contingents et les membres du Conseil ont été informés par le DOMP de l'issue de l'examen technique conjoint du DOMP et de la FINUL. Les constatations auxquelles il a abouti n'appellent pas de modifications radicales de la Force, ou de la mission plus généralement, ni d'ajustements importants aux effectifs militaires et civils d'ensemble. Il a toutefois abouti à certaines conclusions essentielles, qui auraient un retentissement sur la structure et la configuration de la Force, la coordination au sein de la mission, et les relations avec les parties, en particulier avec les Forces armées libanaises.

L'une des constatations issues de l'examen est que depuis l'adoption dans la résolution 1701 (2006), il y a eu des progrès considérables dans la réalisation des tâches prescrites à la FINUL. Ces progrès n'auraient pas été possibles sans le déploiement important de troupes et de moyens navals, nécessitant des ressources substantielles et fondé sur un engagement ferme du Conseil et des pays fournissant des contingents. Le mandat et les capacités robustes de la mission sur le terrain jouent toujours un rôle important pour le maintien de la stabilité au Sud-Liban.

L'examen a permis de réaffirmer le caractère essentiel de la fonction de liaison et de coordination de la FINUL, en particulier le rôle crucial du mécanisme tripartite. A ce propos, il est recommandé à l'issue de l'examen de renforcer les capacités de liaison et de coordination de la FINUL pour consolider ses activités avec les Forces armées libanaises et les Forces de défense israéliennes, et de faire porter son action sur les projets à long terme favorisant la confiance. Il faut également développer les activités de liaison pour aider à la mise en œuvre d'arrangements convenus par le biais du mécanisme tripartite concernant des mesures de confiance sur la Ligne bleue. La mise en place d'un bureau à Tel-Aviv, convenue par le Gouvernement israélien en février 2007, demeure aussi d'importance critique pour la FINUL.

Il est proposé dans les conclusions de l'examen d'apporter certains ajustements à la structure, aux avoirs et aux besoins de la Force, le but recherché étant d'améliorer sa capacité et son efficacité opérationnelles dans sa zone d'opérations. L'intention est de créer un dispositif de forces plus spécifiquement pragmatique et mobile, notamment en mettant en place une réserve qui pourrait intervenir dans l'ensemble de la zone d'opérations de la Force. Il est recommandé aussi d'améliorer les moyens de la FINUL pour les activités d'information, les investigations techniques et les autres compétences spécialisées.

Les recommandations issues de l'examen traduisent l'importance croissante des activités de la FINUL le long de la Ligne bleue, ce qui souligne également l'importance d'accélérer l'abornement de la Ligne bleue et d'achever le projet de route technique parallèle à la Ligne bleue, en instituant un groupe d'intervention de la Ligne bleue. Ce groupe d'intervention permettrait à la FINUL de renforcer son efficacité opérationnelle, et servirait aussi à développer la confiance.

Les Forces armées libanaises restent le partenaire essentiel de la FINUL. Il est souligné dans l'examen qu'il est indispensable de rendre officiel un mécanisme de concertation stratégique périodique entre la FINUL et les Forces armées libanaises, afin de procéder à des analyses des forces terrestres et des moyens navals, et de fixer une série de valeurs de référence traduisant la corrélation entre les capacités et les responsabilités de la FINUL et celles des Forces armées libanaises, et de prendre en considération la situation de la sécurité dans la zone. Ce mécanisme aiderait les Forces armées libanaises à déterminer leurs besoins et les capacités opérationnelles nécessaires pour la réalisation des tâches prescrites dans la résolution 1701 (2006), notamment le maintien de la sécurité le long des frontières maritimes, et faciliterait aux Forces armées libanaises la prise en main progressive des responsabilités de sécurité dans la zone d'opérations de la FINUL et les eaux territoriales libanaises.

L'examen a amené à procéder à une évaluation d'ensemble du Groupe d'intervention navale de la FINUL. Comme le Gouvernement libanais l'a demandé, le Groupe d'intervention navale est mandaté pour un double rôle crucial – aider les Forces navales libanaises à empêcher la pénétration illicite au Liban d'armes et matériels connexes par la voie maritime en menant des activités d'interception, et assurer la formation du personnel de la marine libanaise.

La conclusion de l'examen est que le Groupe d'intervention navale reste un élément essentiel de la FINUL, d'où la recommandation d'analyser régulièrement la relation entre moyens navals et tâches à accomplir, ce qui passerait par l'établissement d'une série de valeurs de référence traduisant la corrélation entre les capacités et responsabilités du Groupe d'intervention navale et celles des Forces navales libanaises.

Je tiens à souligner que le déploiement actuel de la Force, les avoirs et les ressources dont elle est actuellement dotée ne pourront pas être maintenus indéfiniment. Il relève de la responsabilité des parties de tirer avantage de la présence de la FINUL, qui a été un facteur important de dissuasion décourageant la reprise des hostilités et qui a mis en place les bases sur lesquelles peut se fonder un processus devant aboutir à un cessez-le-feu permanent et à une solution à long terme, comme envisagé dans la résolution 1701 (2006). Le manque de progrès menace de compromettre la cessation des hostilités.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.



BAN Ki-moon



THE SECRETARY-GENERAL

12
28 February 2010

Mr. President,

I refer to my letter to the Security Council dated 6 August 2009 (S/2009/407), in which I recommended the renewal of the mandate of the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL), and noted that three years after the adoption of resolution 1701 (2006), it was now timely to take stock of the operational capacity of UNIFIL and conduct a comprehensive review, which would include an evaluation of the UNIFIL Maritime Task Force (MTF). The Security Council in its resolution 1884 (2009) of 27 August 2009 renewed UNIFIL's mandate for an additional year and acknowledged that the review would be conducted "during the coming months" and welcomed "receiving as soon as possible the conclusions of the review".

In accordance with my proposal, the Department of Peacekeeping Operations (DPKO) and UNIFIL undertook to assess UNIFIL's operational effectiveness, in terms of its force structure, assets and requirements, on land and at sea. The Joint DPKO-UNIFIL Technical Review has now been finalized. It is forward looking, with the aim of ensuring that the Mission's assets and resources are configured most appropriately to fulfil its mandated tasks. It is not a review of UNIFIL's mandate, authorized strength or rules of engagement.

The review also should be seen in light of the Security Council's Presidential Statement of 5 August (S/PRST/2009/24), in which it stressed the need to regularly assess the strength, mandate and composition of peacekeeping operations, with a view to making the necessary adjustments where appropriate, according to progress achieved or changing circumstances on the ground.

His Excellency
Mr. Gérard Araud
President of the Security Council
New York

In September 2009, DPKO and UNIFIL initiated a two-stage review process. UNIFIL analysed the current situation in its area of operations vis-à-vis its mandated tasks and the experience it had gained since the adoption of resolution 1701 (2006). It **then** determined appropriate forward-looking adjustments to the Force structure as necessary in an effort to adapt UNIFIL's operational capacity to changes in the operational environment that have taken place since late 2006. In mid-November 2009, UNIFIL submitted its initial findings and preliminary recommendations to DPKO.

In parallel, DPKO held meetings at UN Headquarters with UNIFIL (and UNTSO) troop-contributing countries and briefed Security Council members at the expert level (political and military) on the review process and on UNIFIL's initial findings. The Governments of Israel and Lebanon were kept informed of the review process. UNIFIL also held preliminary meetings with troop-contributing countries and Ambassadors of the Permanent Members of the Security Council in Beirut, as well as with the Lebanese Armed Forces and Israel Defense Forces.

During the second stage of the review process, a UN Headquarters mission visited UNIFIL from 6-12 December 2009, with a view to jointly assessing UNIFIL's initial review findings. The review conclusions were jointly finalized between UN Headquarters and UNIFIL Head of Mission and Force Commander in January 2010.

Troop-contributing countries and Council members have been briefed by DPKO on the outcome of the Joint-DPKO-UNIFIL Technical Review. The review findings do not call for radical changes to the Force, or the wider Mission, and they do not significantly alter the overall number of required military and civilian personnel. The review has, nevertheless, reached a number of key conclusions, which would have an impact on the structure and configuration of the Force, coordination within the Mission, and relations with the parties, particularly the Lebanese Armed Forces.

The review recognizes that since the adoption of resolution 1701 (2006), there has been considerable progress in the implementation of UNIFIL's mandated tasks. This would not have been possible without the significant deployment of troops and maritime assets, involving substantial resources, and based on the strong commitment of the Council and troop-contributing countries. The Mission's robust mandate and capability on the ground continue to play an important role in maintaining stability in southern Lebanon.

The review reaffirms the essential nature of UNIFIL's liaison and coordination function, in particular the key role played by the tripartite mechanism. In this regard, the review recommends that UNIFIL's liaison and coordination capabilities be strengthened to reinforce its work with the Lebanese Armed Forces and the Israel Defense Forces, and focus on long-term confidence building projects. Additional liaison is also needed to assist the implementation of arrangements agreed within the tripartite mechanism regarding Blue Line confidence-building measures. The establishment of an office in Tel Aviv, as agreed by the Government of Israel in February 2007, also remains of critical importance for UNIFIL.

The review proposes certain adjustments to UNIFIL's force structure, assets and requirements that are intended to enhance UNIFIL's operational capacity and effectiveness within its area of operations. The intention is to create a more task-oriented and mobile force posture, including through the provision of a Force reserve, which would be able to operate throughout the UNIFIL area of operations. Recommendations are also put forward to improve UNIFIL capacity in Information Operations, technical investigation and other specialized staff skills.

The review recommendations reflect the increasing importance of UNIFIL's activities along the Blue Line, highlighting the importance of accelerating the visible marking of the Blue Line and completion of the technical road project parallel to the Blue Line through the establishment of a 'Blue Line Task Force'. The Task Force would enhance UNIFIL's operational effectiveness, as well as serve to build confidence.

The Lebanese Armed Forces remains UNIFIL's key partner. The review highlights the need for the formalization of a regular strategic dialogue mechanism between UNIFIL and the Lebanese Armed Forces to carry out analyses on ground forces and maritime assets, and set a series of benchmarks reflecting the correlation between the capacities and responsibilities of UNIFIL vis-à-vis the capacities and responsibilities of the Lebanese Armed Forces, as well as take into account the security situation in the area. This mechanism would assist the Lebanese Armed Forces in establishing its needs and necessary operational capabilities for implementing tasks mandated in resolution 1701 (2006), including securing its maritime borders, and facilitate the gradual assumption of security responsibility in the UNIFIL area of operations and the Lebanese territorial waters by the Lebanese Armed Forces.

The review entailed a comprehensive evaluation of UNIFIL's Maritime Task Force. At the request of the Government of Lebanon, the Maritime Task Force is mandated to carry out a crucial dual role—to help the Lebanese Armed Forces

navy to prevent the unauthorized entry of arms or related material by sea into Lebanon by carrying out maritime interdiction operations, and to provide training for Lebanon's naval personnel. The review concludes that the Maritime Task Force remains an essential UNIFIL asset and recommends that regular ship-to-task analyses be carried out, which would include a series of benchmarks reflecting the correlation between the capacity and responsibilities of the Maritime Task Force vis-à-vis the capacities and responsibilities of the Lebanese Armed Forces navy.

I wish to emphasize that UNIFIL's current deployment, assets and resources cannot be sustained indefinitely. It is the responsibility of the parties to take advantage of the opportunity provided by UNIFIL's presence, which has provided a strong deterrent to the resumption of hostilities and has laid a foundation on which a process towards achieving a permanent ceasefire and a long-term solution as envisioned in resolution 1701 (2006) can be built. Lack of progress in this process threatens to unravel the cessation of hostilities.

Please accept, Mr. President, the assurances of my highest consideration.

Ban Ki-moon